



*Liberté
Égalité
Fraternité*



*Liberté
Égalité
Fraternité*

Lycée Chateaubriand



Rome



**REPRÉSENTATION PERMANENTE
DE LA FRANCE AUPRÈS DES
NATIONS UNIES
À ROME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**INSTITUT
FRANÇAIS**

CENTRE SAINT-LOUIS

**INSTITUT
FRANÇAIS**

ITALIA

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

**Marché public de service de prévention des risques
professionnels, dans le cadre du décret législatif italien
09/04/2008 N. 81, pour le compte des entités
françaises présentes en Italie et au Vatican**

REF N°25035

TABLE DES MATIERES

1. CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
1.1 OBJET	3
1.2 DUREE DU MARCHE	3
1.3 MONTANT DU MARCHE.....	3
1.4 CODES CPV DE LA CONSULTATION	4
1.5 PROCEDURE DE PASSATION	4
1.6 ALLOTISSEMENT.....	4
1.7 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES	4
1.8 TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL DES CANDIDATS	4
2. CALENDRIER DE LA PROCEDURE	5
3. INFORMATION DES CANDIDATS	5
3.1 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
3.2 PRINCIPES GENERAUX SUR LES ECHANGES ELECTRONIQUES	6
<i>Modalités de retrait et de consultation des documents.....</i>	<i>6</i>
<i>Conditions de transmission des offres.....</i>	<i>6</i>
<i>Horodatage</i>	<i>6</i>
<i>Antivirus.....</i>	<i>6</i>
3.3 COMMUNICATION.....	7
<i>Date et heure de réception des plis</i>	<i>7</i>
<i>Demandes de renseignements complémentaires et questions</i>	<i>7</i>
<i>Modification des documents de la consultation.....</i>	<i>7</i>
<i>Prolongation du délai de réception des offres.....</i>	<i>7</i>
3.4 VISITE DES LIEUX	7
4. CANDIDATURE	8
5. OFFRE	8
5.1 PRESENTATION DE L'OFFRE	8
5.2 EXAMEN DES OFFRES	8
5.3 METHODE DE NOTATION.....	9
5.4 CRITERES DE SELECTION DES OFFRES	9
5.5 DUREE DE VALIDITE DES OFFRES.....	10
6. ATTRIBUTION	10
6.1. VERIFICATION DES MOTIFS D'EXCLUSION	10
6.2. INFORMATION DES CANDIDATS EVINCES	10
7. ABANDON DE LA PROCEDURE	10
8. LANGUE	10
9. LOI APPLICABLE	11
10. CONTENTIEUX.....	11

1. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

1.1 OBJET

Le présent contrat a pour objet la mise en place et l'exploitation d'un service de prévention des risques professionnels, dans le cadre du décret législatif italien 09/04/2008 N. 81, pour le compte des entités françaises présentes en Italie et au Vatican :

Ambassade de France en Italie

Piazza Farnese, 67
00186 Rome

Ambassade de France auprès du Saint-Siège

Via Piave, 23
00187 Roma

Institut Français Centre Saint-Louis (IFCSL)

Largo Giuseppe Toniolo, 20-22
00186 Roma

Institut Français Italia (IFI)

Piazza Farnese, 67
00186 Roma

Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE), au profit des :

Lycée Chateaubriand de Rome,

Via di Villa Patrizi, 9
00161 Roma

Ecole française de Naples Alexandre Dumas

Via Francesco Crispi, 86
80121 Naples

Représentation permanente de la France auprès des Nations Unies à Rome (RP-ONU)

Corso del Rinascimento, 52
00186 Roma

1.2 DUREE DU MARCHÉ

Le marché est conclu pour une durée ferme d'un an à compter de la date de signature, tacitement renouvelable trois fois, soit une durée maximale de 48 mois au total.

1.3 MONTANT DU MARCHÉ

Le marché est conclu à un prix forfaitaire.

Le montant maximal du marché est de **220 000 €** sur la durée totale du marché.

1.4 CODES CPV DE LA CONSULTATION

79417000-0	Services de conseil en matière de sécurité
79419000-4	Services de conseil et d'évaluation.
80550000-4	Services de formation dans le domaine de la sécurité
80560000-7	Services de formation dans le domaine de la santé et des premiers secours

1.5 PROCEDURE DE PASSATION

Le marché est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert, conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique français.

1.6 ALLOTISSEMENT

Le présent contrat ne fait pas l'objet d'un allotissement, conformément aux articles L2113-10 et L2113-11 du code.

1.7 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES

Aucune prestation supplémentaire éventuelle n'est prévue.

1.8 TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL DES CANDIDATS

En application de l'article 13 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les candidats sont informés que des données à caractère personnel (nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s).

Identité et coordonnées du responsable de traitement et de son représentant :

La Direction des achats de l'Etat du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique - 59, boulevard Vincent Auriol - 75703 PARIS Cedex 13, représentée par le Directeur des achats de l'Etat.

Responsable de Traitement Opérationnel (RTO) :

La Direction des achats de l'Etat, représentée par le Directeur des achats de l'Etat.

Coordonnées du délégué à la protection des données : le-delegue-a-la-protection-des-donnees-personnelles@finances.gouv.fr.

Base juridique du traitement : c) et e) de l'article 6.1 du RGPD.

Finalité du ou des traitements : suivi de la présente procédure de passation, attribution et exécution du marché public et obligations légales en matière de durée d'utilité administrative (DUA) applicable aux marchés publics.

Destinataires ou catégorie de destinataires : les données à caractère personnel concernées sont destinées exclusivement aux agents de l'Acheteur, des ministères et des opérateurs de l'Etat, en charge de la passation puis de l'exécution du présent contrat.

Durée de conservation : ces données sont conservées pendant toute la durée de passation et d'exécution du contrat ainsi que durant la DUA applicable au contrat.

Conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent notamment d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles peuvent également s'opposer au traitement de ces données. L'exercice des droits d'information et d'accès aux données à caractère personnel peut être effectué auprès du délégué à la protection des données.

La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL.

2. CALENDRIER DE LA PROCEDURE

Le calendrier de la procédure est le suivant :

Date limite de réception des offres	30 septembre 2025 à 17h30
Date prévisionnelle de notification du contrat	31 octobre 2025
Date prévisionnelle de début d'exécution des prestations	1^{er} janvier 2026 pour toutes les entités sauf l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) : estimée au 1^{er} janvier 2028.

3. INFORMATION DES CANDIDATS

3.1 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation des entreprises comporte :

- le présent règlement de la consultation (RC) ;
- l'acte d'engagement (AE) – candidat individuel et groupement- et ses 2 annexes :
 - convention de groupement de commandes
 - décomposition du prix global et forfaitaire
- le cahier des clauses particulières (CCP) et ses 2 annexes :
 - traitement des données personnelles
 - tableau récapitulatif du nombre de personnels présents dans chaque entité membre du groupement
- le cadre de réponse.

3.2 PRINCIPES GENERAUX SUR LES ECHANGES ELECTRONIQUES

Modalités de retrait et de consultation des documents

Les documents de la consultation sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) (www.marches-publics.gouv.fr).

Conditions de transmission des offres

Le dépôt électronique des offres s'effectue exclusivement sur la plateforme "PLACE" : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Toute offre reçue par un autre canal de transmission ou dans un autre format sera systématiquement déclarée irrecevable.

En application de l'article R2151-6 du code de la commande publique, le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois. En cas d'envois successifs, seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des offres est admis.

Chaque envoi est considéré comme une offre. Dès lors, si le soumissionnaire est amené à compléter son offre avant la date limite de remise des offres, il devra procéder à un nouvel envoi intégral comprenant l'ensemble des pièces exigées par le cadre de réponse. Les envois antérieurs seront rejetés sans être examinés.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Les candidats trouveront dans la rubrique « aide » de PLACE plusieurs documents et informations :

- guide utilisateur téléchargeable, précisant les conditions d'utilisations de la plateforme des achats de l'État, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques ;
- mode opératoire DUME pour les opérateurs ;
- assistance téléphonique ;
- module d'autoformation à destination des opérateurs;
- foire aux questions ;
- lien vers des documents de référence ;
- outils informatiques.

Horodatage

Les offres transmises par voie électronique sont horodatées.

Antivirus

Le candidat ou le soumissionnaire doit s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

3.3 COMMUNICATION

Date et heure de réception des plis

Les offres devront être transmises au plus tard le : **le 30 septembre à 17h30.**

Les offres qui sont reçues ou remises après ces date et heure ne sont pas ouvertes.

Demandes de renseignements complémentaires et questions

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir, au plus tard **8 (huit)** jours calendaires avant la date limite de remise, leurs questions et demandes de renseignements complémentaires sur PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires reçues en temps utile sont transmises aux opérateurs économiques au plus tard **6 (six) jours** calendaires avant la date limite de réception des offres.

Aucune demande de précision par téléphone ne sera prise en compte.

Modification des documents de la consultation

Des modifications peuvent être apportées aux documents contractuels au plus tard **6 (six)** jours avant la date limite de réception des offres.

Les modifications sont communiquées aux seuls candidats qui ont demandé le retrait des documents de la consultation.

Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié. Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des offres.

Prolongation du délai de réception des offres

Lorsqu'une réponse nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fournie **six (6) jours** avant la date limite de réception des offres, ou en cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres est reporté proportionnellement à l'importance des modifications apportées.

La personne publique apporte cette information à l'ensemble des candidats ayant téléchargé les documents de la consultation.

3.4 VISITE DES LIEUX

Une visite peut être organisée à la demande des candidats.

La visite est facultative.

Le candidat devra préalablement confirmer son intention de visiter un site en envoyant un message par l'intermédiaire de la plateforme PLACE. Il sera répondu individuellement via cette plateforme.

Ces demandes ne feront pas l'objet de développements sur le fichier questions-réponses.

4. CANDIDATURE

Le candidat doit compléter la partie « *candidature* » du cadre de réponse.

Le niveau des capacités professionnelles, techniques et financières du candidat doit correspondre à l'importance du marché et en garantir sa bonne exécution au risque de voir sa candidature être rejetée.

Les candidats qui n'ont manifestement pas les capacités de répondre au besoin, au regard des éléments fournis dans leur candidature, et/ou qui ne transmettront pas tous les documents demandés comme pièces de candidature seront éliminés.

5. OFFRE

5.1 PRESENTATION DE L'OFFRE

L'offre du candidat comporte les pièces suivantes :

- l'acte d'engagement complété et signé par une personne habilitée (accompagné des pouvoirs nécessaires le cas échéant) ;
- la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- le cadre de réponse complété.

La personne publique se réserve le droit d'éliminer un candidat dont l'offre ne comprend pas l'ensemble de ces éléments.

5.2 EXAMEN DES OFFRES

Sont irrecevables et ne seront pas examinées les offres :

- Reçues après la date limite de réception ;
- Ne répondant pas aux conditions fixées par le présent règlement de la consultation ;
- Sans rapport avec l'objet du marché.

La personne publique peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

La personne publique peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre.

5.3 METHODE DE NOTATION

La note totale est de 100.

La note finale est déterminée selon la formule suivante :

Note finale = Note technique + Note financière + Note environnementale et sociale
--

Méthode de notation du critère technique : le critère technique fait l'objet d'un barème tel qu'indiqué dans le tableau ci-dessous.

Méthode de notation du critère environnemental et social : le critère environnemental et social fait l'objet d'un barème tel qu'indiqué dans le tableau ci-dessous.

Méthode de notation du critère prix :

Note = (prix le plus bas/prix de l'offre examinée)*pondération affectée à la valeur prix.

5.4 CRITERES DE SELECTION DES OFFRES

Les critères de sélection sont les suivants :

1- Critère prix	50
2- Critère technique	40
2-1 : Modalités d'identification des risques	10
2-2 : Modalités d'élaboration des mesures de prévention et des procédures d'urgence	10
2-3 : Mise en place des programmes d'informations et de formations des travailleurs	10
2-4 : Participation aux consultations sur la santé et la sécurité au travail - Collaboration avec les différents acteurs de la prestation (employeurs, travailleurs, médecins du travail) – Communication en français	10
3- Politique en matière de développement durable et responsabilité sociétale et environnementale	10
3-1 : Engagements en matière de respect des droits de l'Homme au travail	4
3-2 : Formation du personnel	3
3-3 : politique en matière d'écoresponsabilité	3

5.5 DUREE DE VALIDITE DES OFFRES

Les offres sont valables 180 jours à compter de la date limite de remise des plis.

En tant que de besoin, la personne publique peut solliciter des candidats la prorogation du délai de validité des offres.

Pour ce faire il transmet sa demande à l'ensemble des candidats via l'adresse email de correspondance. La demande précise la durée de prorogation de la validité des offres.

Si le candidat n'accepte pas de maintenir son offre, la personne publique poursuit la procédure avec les seuls candidats ayant accepté la prorogation du délai de validité de leur offre.

6. ATTRIBUTION

Le contrat est attribué au soumissionnaire dont l'offre est économiquement la plus avantageuse, au regard des critères d'attribution énoncés dans le présent règlement de la consultation.

Les soumissionnaires évincés sont informés du rejet de leur offre dans les conditions fixées à l'article R.2181-1 et suivants du code de la commande publique.

6.1. VERIFICATION DES MOTIFS D'EXCLUSION

Le candidat qui ne respecte pas la réglementation fiscale, sociale et pénale, conformément aux articles L2141-1 à L2141-14 du code de la commande publique (et/ou aux exigences italiennes de passation des marchés publics en Italie, avec les documents énumérés comme pièces de la candidature), sera exclu de la procédure.

6.2. INFORMATION DES CANDIDATS EVINCES

La personne publique informe les candidats évincés du rejet de leur offre via une lettre de rejet, transmise via PLACE.

7. ABANDON DE LA PROCEDURE

Conformément à l'article R. 2185-1 du code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur peut, à tout moment, déclarer la procédure sans suite.

Elle en informe chaque candidat via PLACE.

8. LANGUE

Les offres des candidats doivent être rédigées en italien ou/et en français.

9. LOI APPLICABLE

La présente procédure de passation est régie par la loi française et soumise au code de la commande publique français.

10. CONTENTIEUX

En cas de litige concernant l'interprétation ou l'exécution du contrat, le droit français s'applique pour toutes les questions relatives à l'emploi de deniers publics français, aux relations contractuelles (contrat administratif). Le droit français s'applique également pour les questions concernant le domaine public français et lorsque les documents ne mentionnent pas explicitement le droit italien.

Le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Paris. Cependant, il pourra poser une question préjudicielle au Tribunal de Rome si le litige devait porter sur une ou plusieurs questions de droit italien (par exemple normes de sécurité, assurance, obligations de droit du travail, etc.).

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser au Tribunal Administratif de Paris - 7 Rue de Jouy - 75181 PARIS CEDEX 04 - Tél : 01 44 59 44 00 - Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé du rôle de médiateur est le **Comité consultatif de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics** - 5 Rue Leblanc - 75911 PARIS CEDEX 1.